Document generated on 10/12/2024 12:44 a.m.

Lien social et Politiques

Lien social et Politiques

JORDAN, Tim. 2003. *S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs…* Éditions Autrement, collection « Frontières », 141 p.

Nathalie Saint-Laurent

Number 51, Spring 2004

Engagement social et politique dans le parcours de vie

URI: https://id.erudit.org/iderudit/008878ar
DOI: https://doi.org/10.7202/008878ar

See table of contents

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)
1703-9665 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Saint-Laurent, N. (2004). Review of [JORDAN, Tim. 2003. *S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs…* Éditions Autrement, collection « Frontières », 141 p.] *Lien social et Politiques*, (51), 159–160. https://doi.org/10.7202/008878ar

© Lien social et Politiques, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Notes de lecture

- **JORDAN, Tim. 2003. *S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs…* Éditions Autrement, collection « Frontières », 141 p.**

Quelles sont les nouvelles formes d'actions collectives à visée politique, quels sont les contours et les principes sous-jacents des nouvelles formes de contestations situées en dehors des institutions politiques et syndicales ? Telles sont les interrogations soulevées par Tim Jordan, chercheur à l'Open University de Londres, qui tente de mettre en lumière le contexte historique du militantisme à vocation politique, ainsi que les nouveaux mouvements protestataires. Selon l'auteur, nous assistons à une transition de la société industrielle à la société de l'information, avec pour corollaire des transformations au sein même du militantisme politique. Les années 1970 ont marqué le déclin du principe du conflit de classes comme lutte centrale et l'émergence parallèle de diverses luttes politiques. Mais c'est surtout à partir des années 1990 que la hiérarchisation des différentes luttes ou des oppressions s'est abolie selon l'auteur. À partir de cette date, *la* lutte n'existe plus, mais fait plutôt place à un éventail riche et épars de luttes variées contre différentes formes d'oppressions dont aucune n'est plus fondamentale que les autres. L'action collective n'est alors plus centralisée et orientée par une seule organisation, elle est fragmentée, et les structures qui l'entourent sont non unifiées, non hiérarchisées et fonctionnent davantage sous la forme de réseaux.

Le Militantisme (avec un grand M, en opposition avec les formes dites « classiques » du militantisme traditionnel, tel le mouvement ouvrier) se singularise, selon l'auteur, par certains traits fondamentaux, soit la nécessité du changement et la transgression du présent, tout en proposant une vision d'un meilleur monde futur, différent à la fois du présent et du passé. Pour Jordan, la plupart des mouvements qui se basent sur le passé pour créer l'avenir ne représentent qu'une forme réactionnaire du militantisme, alors que ceux qui partent du présent pour modeler l'avenir sont des mouvements réformateurs. Se situant en opposition aux structures et institutions sociales existantes, le Militantisme cherche à les redéfinir en se tournant vers l'avenir et l'inconnu.

Pour Jordan, le Militantisme incarne aussi un mode de vie où plaisir et politique sont intimement liés, comme semble le montrer l'exemple des *raves.* L'espace d'action pour le plaisir-politique se structure en fonction de trois axes, soit le plaisir en tant qu'identité collective, le plaisir auto-défini et ressenti, et la réaction à la répression; mais il doit éviter à tout prix le danger de verser dans le mysticisme et le plaisir égocentrique.

Jordan examine deux des caractéristiques liées aux modes d'action des mouvements transgressifs, soit l'action directe non violente (ADNV) et la dés/organisation. Il analyse l'ADNV selon deux axes, le premier allant de la non-violence, qui correspond au principe moral à la fois de la fin et des moyens des actions, à la violence en tant que moyen pour parvenir à une fin. Le deuxième axe passe de l'action spectaculaire, qui vise indirectement le changement en mettant en évidence sa nécessité, à l'action concrète pour changer la société « ici et maintenant ».

Les grands traits de l'histoire de l'action non violente sont ensuite évoqués. Jordan rappelle que la notion de *satyâgraha* (« force de l'âme » ou « force de l'amour »), développée par Gandhi, a été source d'inspiration pour les mouvements du 20e siècle, comme l'a été l'idée de « porter témoignage » élaborée par les Quakers. L'action directe, quant à elle, trouve sa source

dans la désobéissance civile, mais comprend dans les faits tout un ensemble d'idées et d'actions, autant non violentes que violentes. En effet, selon l'auteur, l'action directe ne souscrit pas a priori au principe de la non-violence et ne doit pas être perçue comme une simple réponse à la violence de l'État; elle constitue plutôt une des stratégies disponibles aux militants. À cet égard, Jordan souligne que les débats entourant le choix entre la violence et la non-violence se concentrent désormais davantage sur la question de l'efficacité, au détriment de celle de la moralité.

L'autre caractéristique de l'action collective des mouvements transgressifs est la dés/organisation, qui fait référence à une organisation non hiérarchisée, à des réseaux de coordination plats, ce qui garantit un accès ouvert à tous au sein de l'organisation sans empêcher une réinterprétation des actions et une certaine improvisation. Par ailleurs, selon l'auteur, la dés/organisation est « un futur caché au cœur du présent », puisqu'elle inclut une éthique du futur, un idéal démocratique de justice et d'égalité, qui s'ancre à la fois dans la pratique et dans les idées. Ce type d'organisations qui s'oppose aux structures hiérarchiques et bureaucratisées a aussi ses revers : notons par exemple la lourdeur et l'incertitude du processus de prise de décisions, celles-ci étant souvent le fruit d'interminables discussions et pouvant à tout moment être réexaminées, révoquées.

L'auteur décrit également de nouvelles formes d'actions transgressives, telles que le brouillage des codes culturels et commerciaux, ainsi que les actions directes virtuelles de masse (ADVM), incarnées notamment par le piratage informatique (hacktivisme).

Les mouvements transgressifs, malgré leur grande hétérogénéité, sont unis, selon Jordan, par trois principes fondamentaux, ceux de la différence, de l'oppression et de la démocratie. Le principe de différence permet de regrouper une grande partie de la diversité des mouvements au sein du Militantisme. Selon ce principe, toutes les positions idéologiques et les différentes luttes politiques sont acceptables, sauf celles qui rejettent la différence (les mouvements totalitaires ou néofascistes, par exemple). Cependant, à ce premier principe abstrait est associé un certain risque, puisque la différence peut aussi créer de l'indifférence : « Quand la différence en tant que multiplicité devient le fondement de la vie politique, c'est comme si toute vie politique était conduite entre les scissions de militants essentiellement proches sur le plan de la pensée. La différence ne fait plus de différence » (p. 125).

Le principe de différence est également lié à celui de l'oppression d'un groupe par un autre, et permet de reconnaître les diverses formes de domination sans les hiérarchiser ni tenter d'en désigner une comme plus fondamentale que les autres. Le concept de « pouvoir » fait quant à lui référence à toutes les formes d'exploitation et d'oppression perçues comme telles par les différents mouvements. Enfin, le principe de démocratie radicale, préconisé par la plupart des mouvements transgressifs, permet au Militantisme d'assurer à la différence un espace pour s'exprimer au sein des systèmes démocratiques formels. Selon Jordan, l'avènement d'une démocratie radicale suppose une radicalisation des différentes visions et des intérêts, une multiplication des lieux de décision et des formes de représentation, la création de nouveaux espaces publics où tous pourront prendre la parole et l'accès aux médias, traditionnels et alternatifs.

Mais l'auteur admet que le Militantisme n'est pas à l'abri de certains périls : il peut ainsi privilégier le principe de la démocratie au détriment de la notion d'oppression, mettant sur un pied d'égalité et légitimant toutes les formes de différences (même celles, par exemple, des « ultra-riches »), ou reprendre l'analyse marxiste et considérer une oppression comme plus fondamentale que toutes les autres.

L'ouvrage de Tim Jordan retiendra l'attention de tous ceux qui s'intéressent aux nouveaux mouvements protestataires et aux nouvelles formes d'expression et de luttes. Mettant volontairement de côté les divers mouvements politiques et syndicaux jugés « traditionnels » (donc soit réformateurs, soit réactionnaires), l'analyse de Jordan peut cependant sembler incomplète. Les « anciennes luttes », entourant notamment la question du travail, ne sont pourtant pas devenues désuètes, comme le montre une partie du mouvement altermondialiste, où des syndicats et des mouvements politiques sont actifs. Son étude apporte cependant un éclairage important sur ces nouveaux mouvements alternatifs, qui, malgré quelques risques de dérives, et bien qu'ils soient marginaux, du moins pour le moment, seraient, selon l'auteur, le porte-étendard du Militantisme de l'avenir.

Nathalie Saint-Laurent
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

- **QUÉNIART, Anne, et Julie JACQUES. 2004.** ***Apolitiques les jeunes femmes ?*** **Montréal, Les Éditions du remue-ménage.**

Cette exploration des modalités d'implication politique chez les jeunes femmes québécoises s'inscrit dans la mouvance des analyses, de plus en plus nombreuses, qui cherchent à définir les formes d'engagement propres aux années 1990 et 2000. Plusieurs auteurs constatent en effet une pluralisation des lieux du politique et des transformations fondamentales dans les objectifs et les formes d'engagement. Un travail important est donc accompli en vue de recueillir des données concrètes et d'élaborer des outils d'analyse pour décrire et comprendre cette nouvelle réalité.

Quéniart et Jacques récusent l'idée largement admise que les jeunes, en l'occurrence les jeunes femmes, sont apolitiques, à partir d'entrevues menées auprès de trente jeunes femmes engagées. L'étude de leurs trajectoires d'implication ainsi que de leurs perceptions de l'univers politique et de leur place en son sein montre plutôt que les jeunes femmes sont politisées et mobilisées, mais, souvent, dans un autre répertoire politique que celui, traditionnel, de leurs aînés. Il en découle une vision et une pratique de l'engagement qui diffèrent.

Pour ces jeunes femmes, l'engagement implique une volonté d'action politique concrète visant à influencer la société ici et maintenant et à provoquer des améliorations. Il s'agit d'un « engagement citoyen », tributaire d'une vision fondée sur les droits politiques de base, mais aussi sur la responsabilité de participer aux choses de la cité. Cet engagement prend des formes extrêmement diversifiées et joue sur plusieurs registres d'action. L'implication politique s'inscrit à la fois au-dedans et au-dehors du politique institutionnel et recouvre des modes d'action aussi divers que la militance dans un parti politique, l'organisation de contre-sommets, la prise de parole publique, la manifestation, etc.

Confirmant les constats d'autres auteurs (notamment Jacques Ion et Michel Wievorka), Quéniart et Jacques insistent sur le caractère « personnalisé » et « distancié » de l'engagement actuel. Pour les jeunes femmes, leur implication politique doit correspondre assez fidèlement à leurs valeurs et à leurs intérêts particuliers, et elle est liée à leur identité. L'engagement est souvent conçu comme une façon d'être, un mode de vie en cohérence avec les idéaux, et cette exigence de compatibilité entre les valeurs des militantes et les causes et les groupes dans lesquels elles s'impliquent entraîne chez elles un refus de toute subordination de l'individualité aux besoins et impératifs de la cause ou du groupe. De plus, le morcellement des identités et leur caractère mouvant, propres à l'individu contemporain, rendent difficile l'identification à un « Nous » qui se voudrait trop totalisant. Quéniart et Jacques affirment à ce propos : « Ce qui semble revendiqué aujourd'hui, c'est que le "je" soit prédominant au sein du Nous » et qu'il puisse même se désaffilier, sortir du « nous ». Elles précisent, citant Claude Dubar, que « l'engagement au sein d'un parti ou d'une association ne doit pas être celui de toute une vie, il ne crée que des devoirs librement consentis » (p. 138). Bref, les processus exacerbés d'individuation et de personnalisation qui se déploient dans nos sociétés contemporaines ont fait naître de nouvelles formes de subjectivité qui s'imposent dans le champ politique et reconfigurent l'engagement.

Quéniart et Jacques constatent aussi que les jeunes femmes interrogées se sentent différentes des gens plus âgés avec lesquels elles militent, non pas tant au niveau des valeurs et des objectifs de lutte qu'à celui de la stratégie à adopter. Les jeunes femmes estiment avoir un désir d'action plus grand. Elles désirent aussi prendre une place plus importante au sein des groupes et évaluent que leurs aînés sont quelque peu réticents, et ce de façon plus marquée dans les groupes plus institutionnalisés. Le regard des jeunes filles sur le politique institutionnel est assez critique (un peu moins lorsqu'elles sont impliquées dans les partis politiques), et certaines partagent la méfiance et le scepticisme assez répandus aujourd'hui face aux instances politiques. Elles soulèvent, notamment, le manque de représentativité des instances, le trop faible taux de femmes impliquées en politique et le pourcentage trop bas de jeunes au sein des partis et des associations. Cela dit, les jeunes femmes sont conscientes de l'importance des questions politiques et déplorent le manque général d'implication politique des jeunes. Certaines choisissent de combattre pour leurs idéaux au sein du politique institutionnel alors que d'autres préfèrent s'impliquer dans les luttes menées à partir de la société civile.

Ce livre fournit des informations précieuses sur l'engagement des jeunes filles et offre des pistes analytiques innovatrices et stimulantes pour un approfondissement de la recherche sur les nouvelles modalités de l'implication militante. Quelques petites réserves doivent cependant être formulées. L'échantillonnage soulève certaines questions. Les auteures ont pris la décision, légitime, de proposer une analyse non différenciée selon les divers lieux d'implication; par contre, le fait que dix femmes proviennent de la Fédération des femmes du Québec, dix de deux partis politiques et dix d'autres associations « éclectiques » nous amène à nous interroger sur le poids des diverses interviews dans

l'analyse des données. Ainsi, le discours des jeunes femmes de la FFQ, suivi de celui des militantes des partis politiques, semble offrir une plus grande homogénéité et donc ressortir plus fortement dans l'analyse. De plus, une certaine confusion entoure la définition du concept de « politique » adopté par les auteures. Si ce dernier semble déborder la politique institutionnelle, si les auteures insistent sur l'élargissement de la sphère politique dans nos sociétés contemporaines, l'analyse tend parfois à se recentrer quasi uniquement sur le politique institutionnel (principalement quand elle porte sur les façons de militer des jeunes femmes). Nous échappent ainsi des éléments essentiels pour comprendre la diversité et la nouveauté de l'implication politique. Finalement, et ici nous ne formulons pas tant une critique qu'un appel à un approfondissement de la recherche sur le sujet, il conviendrait d'examiner de plus près l'implication politique des jeunes et des femmes afin de mieux faire ressortir les différences entre l'engagement politique général propre aux sociétés actuelles et l'engagement particulier aux jeunes et aux femmes.

Ève Lamoureux
Département de sciences politiques
Université Laval